

La Bolivie rejette l'ingérence américaine dans ses affaires internes



La Paz, 29 mars (RHC) La Bolivie a rejeté aujourd'hui les déclarations du gouvernement des États-Unis s'opposant à l'arrestation et aux poursuites judiciaires de l'ancienne présidente du gouvernement de facto Jeanine Añez et de deux de ses anciens ministres.

Un communiqué officiel affirme que les dernières déclarations du Secrétaire d'Etat des Etats Unis, Antony Blinken, "sont une triste démonstration d'ingérence et vont à l'encontre d'une relation de respect mutuel".

Selon une note du Ministère des Affaires Etrangères, les déclarations de Washington contre l'arrestation préventive de Jeanine Añez et de deux de ses anciens ministres "ne sont pas des informations objectives".

De telles déclarations "attaquent précisément le caractère institutionnel qu'ils disent défendre", ajoute le communiqué du Ministère des Affaires Etrangères.

Après le coup d'état de novembre 2019 qui provoqué la rupture de l'ordre constitutionnel, la Bolivie a retrouvé la démocratie avec l'investiture du président Luis Arce, suite aux élections générales du 18 octobre 2020, rappelle le texte.

La Bolivie a depuis rétabli la pleine validité des droits et des garanties constitutionnels et de ceux institués par le droit international des droits de l'homme, ajoute le Ministère des Affaires Etrangères.

Les déclarations d'Antony Blinken violent le principe de non-ingérence de l'Accord-cadre pour les relations bilatérales de respect mutuel et de collaboration entre les États-Unis d'Amérique et l'État plurinational de Bolivie, selon le texte.

Ce document du 7 novembre 2011 précise expressément que les deux pays ont «le devoir de s'abstenir d'intervenir dans les affaires intérieures de l'autre, pour cette raison nous appelons au respect des obligations assumées».

Le texte réitère enfin la disposition du gouvernement bolivien de «maintenir et de renforcer ses relations amicales avec l'ensemble de la communauté internationale, fondées sur le respect de sa souveraineté et de son autodétermination».

Les autorités locales ont ordonné, il y a deux semaines, l'arrestation, la détention préventive et la poursuite judiciaire contre Áñez et ses anciens ministres de la Justice, Álvaro Coimbra, et de l'Énergie, Rodrigo Guzmán, impliqués dans le coup d'État de 2019.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/252215-la-bolivie-rejette-lingerence-americaaine-dans-ses-affaires-internes>



Radio Habana Cuba